



Co-funded by
the European Union



german
cooperation
DEUTSCHE ZUSAMMENARBEIT

Better Migration Management
Horn of Africa



BMM NEWSLETTER JUIN 2024 – DÉCEMBRE 2024

Better Migration Management (BMM) Programme Horn of Africa



Alors que nous bouclons cette année, nous avons le plaisir de partager avec vous le 16ème bulletin d'information sur les progrès et les développements dans la mise en œuvre du programme « Meilleure gestion des migrations » (BMM), financé par l'Union européenne et l'Allemagne.

En cette fin d'année, nous vous invitons à revivre avec nous les faits marquants de ces six derniers mois. 2024 a été une année de mise en œuvre intensive, marquée par des réalisations significatives issues d'efforts collectifs.

Nous nous tournons vers la dernière année de BMM III, en nous concentrant sur l'opportunité de consolider les acquis et d'assurer leur impact durable. Dans la perspective de la prochaine mission de cadrage pour une phase IV, nous sommes convaincus que nous pouvons transformer ces progrès en une contribution durable à la sécurité des migrations.

Nous vous souhaitons une fin d'année pleine de joie, de réflexion et de chaleur.

Bonne lecture !

HIGHLIGHTS

Une bouée de sauvetage pour les migrant-e-s : Un nouveau guide numérique transforme l'aide en Afrique de l'Est

Il suffit désormais d'un clic pour obtenir de l'aide : Le répertoire des prestataires de services numériques (*Digital Service Provider Directory, DSPD*), lancé le 17 décembre, aide les migrant-e-s, les réfugié-e-s et les personnes vulnérables en déplacement en Éthiopie, au Kenya, dans la région du Somaliland et en Ouganda à accéder à des services essentiels. Ces services comprennent, entre autres, les soins médicaux, l'aide juridique, l'éducation



et l'hébergement. La plateforme en ligne, accessible 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, met les utilisateur-ice-s en relation avec des prestataires de confiance proches d'eux, le tout d'un simple clic.

Le DSPD offre une accessibilité multilingue en anglais, amharique, somali, tigrinya, afar oromo et swahili, garantissant l'inclusion et l'accessibilité pour tou-te-s. Les prestataires de services participants peuvent facilement mettre à jour et compléter leurs listes, ce qui garantit que l'annuaire est un support actualisé et fiable pour

Implemented by



les personnes dans le besoin. En outre, il permet d'améliorer la coordination et la coopération entre les prestataires et de mieux les orienter en fonction de leurs besoins.

Cette initiative est rendue possible grâce au soutien du programme BMM et aux efforts conjoints d'institutions clés de la région : La Coalition nationale pour le partenariat éthiopien (NPC), la Commission nationale des droits de l'homme du Kenya (KNCHR), la Commission nationale des droits de l'homme du Somaliland (SLNHRC) et la Coalition contre la traite d'êtres humains - Ouganda (CATIP-U).

www.services-for-migrants-africa.com

Plus près de la justice dans la lutte contre la traite d'êtres humains

Lors d'une opération réussie, les services nationaux de renseignement et de sécurité d'Éthiopie, en coordination avec la police fédérale éthiopienne, ont démantelé des réseaux d'emploi illégal qui exploitent les aspirations des Éthiopiens à une vie meilleure. En conséquence, 49 propriétaires d'agences facilitant le recrutement de main-d'œuvre illégale ont été arrêtés à l'issue d'une enquête approfondie et d'un processus de contrôle.

Le succès de cette opération a été soutenu par la BMM et le programme ROCK (*Regional Operational Centre in support of the Khartoum Process*), qui ont apporté un soutien essentiel. Les principaux acteurs impliqués dans l'enquête et les arrestations ont été formés à la coopération multi-agences et à l'application des procédures opérationnelles standard (*Standard Operating Procedures, SOPs*) sur les enquêtes et les poursuites en matière de traite des personnes et de trafic de migrants élaborées par la BMM.



« Nous avons coopéré avec les enquêteur-riche-s pour les conseiller, par exemple, sur la manière de parler à un suspect, de prendre les dépositions des témoins ou de recueillir des preuves », a expliqué l'inspecteur Sefiwhizb Zewdu, chef de l'unité d'enquête sur les affaires de traite d'êtres humains.

Pendant ce temps, en Ouganda, lors du deuxième atelier national de la task force multi-agences pour la mise en œuvre des SOPs sur les enquêtes et les poursuites dans les affaires de traite des personnes, la directrice des poursuites publiques, Jane Frances Abodo, a souligné la nécessité pour tous les procureurs et enquêteurs des forces de police ougandaises de suivre systématiquement ces instructions procédurales cruciales. Annet Karungi, surintendante de police et chef par intérim du service de lutte contre la traite des personnes, a appelé tous les enquêteurs à toujours se référer aux SOPs tout au long de leurs opérations, au lieu de les conserver sur leurs étagères, comme c'est le cas pour certains des documents. « Ce sera comme notre Bible pour nous assurer que nous faisons ce qu'il faut ». La même recommandation a été formulée par le nouveau procureur général de Djibouti, Lamisse Mohamed Said, qui exhorte la police, la gendarmerie, les garde-côtes, les inspecteur-riche-s du travail et les procureur-riche-s à appliquer les SOPs.

Djibouti : de l'eau, de la nourriture et un appel à la maison



Le port d'Obock, dans le nord de Djibouti, est une porte d'entrée vers les pays du Moyen-Orient, avec le Yémen comme destination la plus proche. Chaque jour, environ 1 300 personnes en moyenne traversent Djibouti, beaucoup d'entre elles cherchant à se frayer un chemin vers ce hotspot migra-

toire, voyageant à pied sous un soleil brûlant, souvent sans accès à l'eau potable.

« La première chose que nous leur donnons est de l'eau », explique Fahim Neguib. « Nous leur prêtons également nos téléphones portables personnels pour qu'ils puissent appeler chez eux et faire savoir à leur famille qu'ils sont en vie, avant de les orienter vers la polyclinique la plus proche. » Neguib est le Coordinateur du réseau Meilleure Gestion Migratoire (MGM), une association de 17 organisations de la société civile (OSC) qui offre une gamme de services, principalement destinés à fournir aux migrant-e-s les éléments de base : de l'eau, de la nourriture et des vêtements.

La Société du Croissant-Rouge de Djibouti est un autre acteur essentiel dans la fourniture d'une aide vitale. Dans le cadre du programme BMM, l'OIM s'est associée à la Société du Croissant-Rouge pour lancer un programme d'assistance. Un élément clé de cette initiative est une unité mobile qui distribue des produits de première nécessité tels que de l'eau et de la nourriture. Depuis février 2024, ce programme a touché plus de 7 000 personnes dans le besoin à Djibouti.

[Petit film le programme d'assistance](#)

Tracer l'avenir : Fin des ateliers pour la dernière année du BMM III



Les ateliers de planification de la troisième année du BMM III se sont achevés avec succès, à l'exception de celui consacré au Soudan du Sud, qui aura lieu au début de l'année 2025. Organisés en Éthiopie, à Djibouti, au Kenya, en Somalie et en Ouganda, ces ateliers ont rassemblé des partenaires des principales structures gouvernementales et de la société civile.

Alors que le BMM III entre dans sa dernière année de mise en œuvre, les ateliers se sont concentrés sur la finalisation des activités planifiées pour la période restante. En outre, ils ont mis l'accent sur la consolidation des progrès réalisés jusqu'à présent et sur la pérennisation des résultats.

L'Union européenne et l'Allemagne ont réaffirmé leur engagement à financer une phase IV du BMM. D'une portée et d'un budget limité, celle-ci se concentrera sur des aspects essentiels afin de garantir un impact durable des activités et un renforcement durable des acteur-ric-e-s clé-e-s.

A partir de janvier, des missions d'évaluation identifieront les domaines d'activité potentiels et les priorités en vue d'une migration sre, ordonnée et régulière dans la Corne de l'Afrique.

La pratique rejoint la théorie : Formation multi-agences basée sur la simulation



Dans le but de renforcer les enquêtes et les poursuites dans les affaires de traite d'êtres humains et d'améliorer l'identification et l'orientation des victimes, le BMM mène un programme de formation multi-agences basé sur des simulations. Cette initiative rassemble les principaux acteurs gouvernementaux responsables de la lutte contre la traite et de la gestion des migrations, notamment les agents chargés de l'application de la loi, les procureurs, les fonctionnaires de l'immigration et les agents du travail, ainsi que des acteurs de la société civile.

Au cœur de la formation se trouve un scénario basé sur la réalité : Des acteurs jouent le rôle de passeurs, de trafiquants, de migrants vulnérables et de victimes de la traite, et interagissent directement avec les stagiaires. Cette approche immersive permet aux participants d'appliquer les connaissances acquises lors des formations précédentes tout en respectant les cadres juridiques et les réglementations en matière de lutte contre la traite d'êtres humains.

L'objectif principal de la formation est de renforcer la mise en œuvre des SOPs pour les enquêtes et les poursuites dans les affaires de traite et de trafic. Elle vise également à promouvoir l'utilisation des mécanismes nationaux d'orientation et des lignes directrices correspondantes afin de garantir que les victimes et les migrant-e-s vulnérables soient orientés vers les services appropriés.

Des sessions de formation ont été organisées à Djibouti, en Éthiopie, au Kenya et en Ouganda, et ont donné des résultats tangibles. En Éthiopie, l'application de SOPs a conduit à l'arrestation de 49 propriétaires d'agences impliquées dans le recrutement illégal de main-d'œuvre. Dans tous les pays participants, les forces de l'ordre ont orienté 253 victimes de la traite vers des services de protection. Le programme de formation est complété par des vidéos interactives, qui servent de ressources pour la gestion et le renforcement des connaissances après les sessions de formation.

La Somalie ratifie la UNTOC, complétant ainsi l'engagement de l'Afrique en faveur de ce cadre mondial

Une réussite remarquable pour la Somalie ! La République fédérale de Somalie a ratifié la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée (*United Nations Convention Against Transnational Organized Crime*, UNTOC) et ses principaux protocoles. La Somalie est ainsi le dernier pays africain à s'engager dans cette voie, ce qui représente une étape importante dans la lutte contre cette forme de criminalité transnationale. En rejoignant ce cadre mondial, la Somalie réaffirme son engagement à lutter contre des crimes tels que la traite d'êtres humains et à protéger les plus vulnérables.



Soutenu par le programme BMM, le ministère somalien de la justice a élaboré une feuille de route complète pour franchir cette étape. La BMM continue de collaborer avec la Somalie pour assurer la mise en œuvre durable des mesures de protection et de lutte contre la traite et pour renforcer la coopération dans la région.

On vous présente nos diplômé·e·s ! BMM développe des talents



Le 21 juillet, la première cohorte de stagiaires soutenus par le BMM à Hope Enterprise Ethiopia a célébré sa remise de diplôme après avoir suivi un programme de formation professionnelle de six mois. Au total, 182 migrant·e·s, rapatrié·e·s et survivant·e·s de la traite d'êtres humains ont terminé leur formation avec succès, en choisissant des cours d'installation électrique, de production de vêtements de base, de technologie automobile de base, d'opérations de cuisine de base et de métallurgie de base. Le deuxième groupe de stagiaires est déjà en cours.

Parallèlement, la sixième cohorte d'étudiant·e·s inscrit·e·s au programme de master de l'Institut kényan d'études migratoires (KIMS) a entamé son premier semestre. Ils et elles suivent les traces des 61 étudiant·e·s qui ont terminé le programme depuis son lancement avec le soutien de BMM. Le diplôme combine l'excellence académique et les compétences pratiques, permettant aux participant·e·s (des fonctionnaires des agences gouvernementales des États membres de l'IGAD) d'améliorer la gouvernance des migrations dans la Corne de l'Afrique.

Des agents somaliens embarquent pour le Rwanda afin de renforcer les mécanismes transfrontaliers sur les voies aériennes, terrestres et maritimes

Une délégation de fonctionnaires somaliens s'est embarquée pour un voyage d'étude d'une semaine au Rwanda afin d'observer et d'apprendre les pratiques avancées de gestion des frontières interagences du pays. Organisée dans le cadre des efforts déployés par la Somalie pour renforcer la sécurité des frontières et la gestion des migrations, cette visite comprenait des discussions en séance plénière et des visites sur le terrain aux principaux points d'entrée, tels que les aéroports, les ports et les frontières terrestres.



La délégation, composée de membres du comité inter-agences de gestion des frontières (*Integrated Border Management Committee, IBMC*) de Mogadiscio, a pour objectif de reproduire les pratiques fructueuses du Rwanda en matière de gestion des passages frontaliers. Le voyage d'étude s'est concentré sur l'échange sécurisé d'informations, la protection des données sensibles et la prévention des crimes tels que la traite d'êtres humains, tout en assurant la protection des migrant·e·s vulnérables.

Construire des passerelles dans la gouvernance de migration



Lors de l'examen du Pacte mondial pour les migrations (*Global Compact for Migration, GCM*) en octobre 2024 à Addis-Abeba, le *East and Horn of Africa Anti-Trafficking (EHAAT) Network* a pris la scène mondiale avec 13 recommandations clés. Ces propositions ont mis en avant la nécessité de renforcer les partenariats entre les gouvernements et les OSC, plaidant pour des politiques nationales de migration inclusives qui reflètent les réalités locales.

EHAAT, créé par le BMM en 2017, n'a cessé de croître depuis, représentant aujourd'hui plus de 100 OSC. Le BMM les soutient en facilitant des appels de plaidoyer collaboratifs, en apportant des contributions techniques et en proposant des formations. Le cadre du GCM favorise une approche unifiée pour promouvoir une gouvernance migratoire plus sûre et plus efficace à travers le monde.



Amplifier les voix : Autonomiser les survivant-e-s dans la lutte contre la traite d'êtres humains

Le mois dernier, BMM a organisé une série de formations sur le thème « Inclure les voix des survivant-e-s », conçues et dispensées par l'OSC kenyane HAART. Cette formation permet aux OSC d'amplifier les récits des survivant-e-s de manière sûre et respectueuse afin d'intensifier la lutte contre la traite d'êtres humains.



« Les connaissances acquises ont transformé ma perspective, en particulier sur l'importance des approches fondées sur les traumatismes et centrées sur les survivants. J'ai hâte de partager ces apprentissages avec mon organisation », a déclaré une participante.

Un ciel plus sûr : Réunion régionale sur la traite d'êtres humains par voie aérienne

La réunion régionale sur la traite d'êtres humains et le trafic de migrant-e-s par voie aérienne a réuni des acteurs clés de toute l'Afrique, parmi lesquels des représentant-e-s des compagnies aériennes, des forces de l'ordre et des organisations internationales. Cet événement a favorisé les partenariats intersectoriels pour protéger les victimes de la traite, renforcer les réseaux inter-agences et partager les meilleures pratiques pour identifier et aider les victimes, tout en détectant les auteurs utilisant les voies aériennes. En intensifiant la collaboration entre les compagnies aériennes et les forces de l'ordre, les parties prenantes s'efforcent de garantir un ciel plus sûr et de combattre l'exploitation des personnes vulnérables.

Contexte et cadre conceptuel

BMM est un programme de coopération régionale pour le développement, financé par l'U et l'Allemagne, dans le but de lutter contre la traite et le trafic de migrant·e·s dans la région et de renforcer la protection de leurs droits. BMM soutient les pays de la région de la Corne de l'Afrique dans le renforcement de leur coopération et la promotion d'approches communes pour améliorer la gestion des migrations. Le programme est conçu pour répondre aux besoins identifiés par les pays partenaires, en utilisant leurs priorités comme base pour les activités qui suivent une approche fondée sur les droits de l'homme. La clé du programme réside dans son alignement sur les mécanismes et initiatives existants de l'Union africaine et de l'IGAD.

La phase III s'étend d'octobre 2022 à septembre 2025, avec un budget total de 41 millions d'euros. Elle est mise en œuvre par les cinq partenaires d'exécution – le British Council, CIVIPOL, l'OIM, la GIZ et l'ONUDC à Djibouti, en Éthiopie, au Kenya, en Somalie, au Soudan du Sud et en Ouganda.

Un aperçu plus complet peut être consulté sur le site régulièrement mis à jour de la [GIZ](#) et du site [INTPA](#).



Publié par Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Siège de la société Bonn et Eschborn, Allemagne
Project Better Migration Management / GIZ
Rue de la Charité 33/ Liefdadigheidsstraat 33 | 1210 Bruxelles/Brussels | Belgique/België
Contact Marina.Mdaihl@giz.de

Crédits photos Photos de couverture et de dos: © Adobe Stock

Date de parution Décembre, 2024, Brussels

Le programme est cofinancé par l'Union européenne (UE) et le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ). Son contenu relève de la seule responsabilité de GIZ et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'UE et le BMZ.